

Les programmes de recherche en cours

Les recherches actuelles portent sur les effets athermiques des ondes électromagnétiques émises par le réseau GSM. Plusieurs organismes indépendants travaillent sur le sujet, le plus souvent de concert.

■ La Commission de sécurité des consommateurs conclut le 2 novembre 1998 que tout converge pour écarter l'hypothèse d'un effet d'initiation de cancers par les ondes. Le principal objet d'étude des recherches porte maintenant sur un éventuel effet co-promoteur. En juin 2000, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) rappelle dans un document d'information « qu'en l'état actuel des connaissances scientifiques, il est peu probable que l'exposition à des champs radiofréquences, comme ceux produits par les téléphones mobiles et les stations de base, induise ou favorise l'apparition de cancers ». Afin d'apporter des réponses définitives à ce sujet, plusieurs recherches sont en cours.

Au niveau mondial, l'OMS a lancé le projet EMF (Electromagnetic Fields). Son objectif : fédérer un grand nombre de recherches scientifiques, soutenir certaines études et apporter une visibilité mondiale aux travaux de ces institutions, publiques ou privées. Citons, parmi les organismes qui collaborent à ce

projet, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) et la Commission internationale de protection contre les rayonnements non-ionisants (ICNIRP). Dans le cadre du cinquième programme européen, le CIRC (Centre international de recherche sur le cancer) pilote un projet sur trois ans. Cette grande étude épidémiologique, menée par le Professeur Cardis, responsable de l'unité Rayonnement et Cancer, porte sur plus de 20 000 personnes (sujets « sains » et sujets atteints de différents cancers). Elle a pour objet de comparer l'historique d'utilisation du mobile chez ces personnes. Les premiers résultats sur les risques cancérigènes des ondes sont attendus pour 2003.

Le projet français COMOBIO (Communication Mobile et Biologie), lancé en 1999 et

coordonné par le Réseau national de recherche en télécommunications (RNRT), réunit les principaux acteurs concernés, industriels, organismes de recherche liés au CNRS et à l'Inserm, universitaires... Son financement est assuré par les ministères de la Recherche et de l'Industrie.

Les diverses études en cours sont suivies, observées et analysées. Le site Internet de l'OMS rend compte des différents axes de recherche et des résultats obtenus. Les ingénieurs, médecins et biologistes de l'ICNIRP (Commission internationale de protection contre les rayonnements non-ionisants, organisme indépendant) émettent des recommandations, mises à jour régulièrement, pour prendre en compte les évolutions de la recherche.



Les normes d'exposition

En matière d'exposition aux ondes électromagnétiques, il existe des normes qui fixent certaines limites pour la protection du public. Quelles sont-elles ?

■ En l'absence de texte réglementaire français, pour le moment, la norme en vigueur établissant les limites d'exposition aux ondes électromagnétiques reste européenne. Orange suit donc cette recommandation du Conseil de l'Union Européenne du 12 juillet 1999, qui fixe les normes en la matière. Il s'agit donc plus de mesures de précaution qu'a choisi d'adopter Orange.

Cette recommandation du Conseil de l'Union Européenne se base sur les travaux de l'ICNIRP (Commission internationale de protection contre les rayonnements non-ionisants). Cette commission indépendante, composée de médecins et de biologistes, a en effet fixé les limites d'exposition du public. Elles sont déclinées en restrictions de base (SAR, Specific Absorption Rate exprimé en W/kg et qui quantifie la puissance absorbée par les tissus) et en niveaux de référence. Ces niveaux, à ne pas dépasser, sont relatifs à la puissance incidente (émise par une antenne) des champs électrique (exprimé en volts par mètre, V/m) et magnétique (exprimé en ampères par mètre, A/m).

Ces niveaux de référence ont été définis afin de ne pas avoir à mesurer le SAR. Ils garantissent que, quelle que soit la configuration, les restrictions de base ne sont pas dépassées.

Ces limites d'exposition sont inférieures aux seuils à partir desquels des effets sanitaires sont démontrés. Deux marges de sécurité sont utilisées. Pour les personnes travaillant sur les sites, la norme fixe une limite dix fois plus faible que le niveau à partir duquel apparaissent les premiers effets sanitaires. Pour le public, ce facteur est de 50.

Encore plus de précautions ?



■ Certains pays comme l'Italie ou la Suisse invoquent le principe de précaution pour modifier les niveaux maxima d'exposition du public aux ondes électromagnétiques.

Ils ont donc décidé d'abaisser les niveaux de sécurité, et ce pour des raisons plus politiques que scientifiques. Or, aucune étude scientifique ne démontre à ce jour que l'abaissement de ces seuils garantit un niveau de protection plus élevé. C'est pourquoi Orange continue à suivre les recommandations du Conseil de l'Union Européenne. Elle prend, de son côté, le maximum de précautions supplémentaires dans la mise en œuvre et l'installation de ses antennes et vérifie régulièrement la conformité des relais et des mobiles aux normes européennes.